

Affaires courantes

J'en ai parlé dernièrement avec le nouveau premier ministre des Territoires du Nord-Ouest, Nellie Cournoyer. Naturellement, de nombreux points continueront d'être débattus. Si j'ai bonne mémoire, l'utilisation de la méthode de financement préétablie a permis d'augmenter le montant de financement par personne attribué aux Territoires du Nord-Ouest l'an dernier par rapport aux années précédentes. Il s'agit là d'un moyen très généreux et approprié d'assurer un soutien financier et des arrangements fiscaux adéquats aux Territoires du Nord-Ouest.

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

DEMANDE DE DÉPÔT DE RAPPORTS

M. Willie Littlechild (Wetaskiwin): Madame la présidente, au cours de la période des questions, le député de Saint-Boniface a fait allusion à deux rapports en posant une question au ministre des Affaires indiennes.

Je voudrais savoir, par le truchement de la présidence, si ces deux rapports pourraient être déposés à un moment opportun.

AFFAIRES COURANTES

[Français]

LES LANGUES OFFICIELLES

DÉPÔT DU TROISIÈME RAPPORT ANNUEL

L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Conformément à l'article 48 de la Loi sur les langues officielles, je suis heureux, à titre de président du Conseil du Trésor, de déposer devant le Parlement, dans les deux langues officielles, le troisième rapport annuel sur les langues officielles dans les institutions officielles portant sur l'exercice financier 1990-1991.

* * *

[Traduction]

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À DES PÉTITIONS

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Madame la présidente, conformément au paragraphe 36(8) du Règlement, j'ai l'honneur de dépo-

ser, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement à 15 pétitions.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui.]

* * *

GESTION DE LA CHAMBRE

DIX-HUITIÈME RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Madame la présidente, j'ai l'honneur de présenter le dix-huitième rapport du Comité permanent de la gestion de la Chambre.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui.]

* * *

PÉTITIONS

LA JUSTICE

M. Stan Keyes (Hamilton-Ouest): Madame la présidente, j'ai l'honneur, le devoir et le privilège de présenter à la Chambre une série de pétitions, que le greffier des pétitions a jugées conformes à l'article 36 du Règlement.

Ces pétitions portent la signature de Canadiens qui vivent dans ma ville de Hamilton, ainsi qu'à Stoney Creek, Caledonia, Beamsville, Dundas et Burlington. Ils se joignent aux milliers d'autres Canadiens dont les pétitions ont été présentées en cette auguste enceinte.

Tous les pétitionnaires soutiennent les parents de Nina De Villiers. Ils demandent au Parlement de reconnaître que les crimes avec violence contre la personne sont graves et répugnants pour la société. Ils nous demandent de modifier en conséquence le Code criminel du Canada, la Loi de 1972 sur la réforme du cautionnement et la Loi sur la libération conditionnelle.

LA BFC CORNWALLIS

Mme Coline Campbell (South West Nova): Madame la présidente, j'ai moi aussi l'honneur de présenter, conformément à l'article 36 du Règlement, une autre pétition signée par des habitants de Middleton, Nictaux, Paradise et Greenwood, en Nouvelle-Écosse.

Ils veulent rappeler au gouvernement que la BFC Cornwallis possède des installations de premier ordre qui pourraient facilement se prêter à de nouvelles fonctions, outre la formation des recrues, dont la Défense nationale pourrait avoir besoin.

Compte tenu de cela, ils demandent humblement au Parlement d'exhorter le ministère de la Défense nationale à ajouter de nouvelles fonctions aux activités actuelles de la BFC Cornwallis comme école de formation des recrues.